



2024/N° 212

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Institutions Spécialisées en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) et a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de l'Etat tunisien concernant la communication conjointe AL TUN 4/2024 du 30 mai 2024 envoyée par la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats ; la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; la Rapporteuse spéciale sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) les assurances de sa haute considération.



Genève, le 08 août 2024

**Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme  
(Service des procédures spéciales)  
Genève**

[ohchr-registry@un.org](mailto:ohchr-registry@un.org)



## Réponse du Gouvernement tunisien à la communication conjointe des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

concernant des juges et des avocats  
AL TUN 4/2024

Le Gouvernement tunisien a reçu la communication conjointe n° AL TUN 4/2024 des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme suivants : la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse spéciale sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

La communication conjointe contient des allégations relatives à la situation de M. **Anas Hmedi** (juge et Président de l' Association des magistrats tunisiens (AMT)), M<sup>me</sup> **Sonia Dahmani** (avocate et chroniqueuse), M. **Mehdi Zahgrouba** (avocat) et M. **Chawki Tabib** (avocat), à la suite des procédures engagées contre eux. Compte tenu des observations et des recommandations formulées par les rapporteurs spéciaux dans ladite communication, il convient de souligner d'emblée que le Gouvernement tunisien garantit l'indépendance de la magistrature et des magistrats sur les plans législatif, institutionnel et pratique, conformément aux dispositions de la Constitution et aux normes internationales en la matière (voir la réponse du Gouvernement tunisien à la communication conjointe n° AL TUN 2/2023).

Il convient en outre de souligner que les membres des forces de sécurité intérieure relevant du Ministère de l'intérieur s'efforcent de s'acquitter de leurs tâches, dans le respect de la loi, des droits de l'homme et des libertés publiques et sont soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, aux services de contrôle compétents, qui mènent des enquêtes administratives approfondies sur toutes les affaires portées à la connaissance du Ministère et relevant de sa compétence. S'il existe des preuves établissant qu'une infraction à la loi a été commise par un membre du Ministère, toutes les mesures disciplinaires et juridiques nécessaires sont prises contre l'auteur de l'infraction.

À la lumière de ce qui précède, nous fournissons ci-après nos réponses aux allégations contenues dans la communication conjointe, selon lesquelles les intéressés auraient fait l'objet de pratiques coercitives, de harcèlement et de restrictions à leur droit à la liberté d'expression, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.

### 1. Cas du Président de l'Association des magistrats tunisiens, Anas Hmedi

Il convient de préciser, à cet égard, que le droit de former des associations et d'y adhérer est garanti par la Constitution tunisienne du 25 juillet 2022, qui dispose à l'article 40, que : « **la liberté de constituer des partis politiques, des syndicats et des associations est garantie. Les partis politiques, les syndicats et les associations s'engagent dans leurs statuts et leurs activités à respecter les dispositions de la Constitution et de la loi, ainsi que la transparence financière et le rejet de la violence** ».

Ce droit est garanti à tous les citoyens sur un pied d'égalité, sans discrimination aucune, et il n'existe aucune procédure ou disposition légale qui empêche les magistrats de l'exercer.

Notons que les magistrats du pays, dans toute leur diversité, sont actifs dans de nombreuses associations, notamment des associations œuvrant dans le domaine judiciaire qui visent à représenter les magistrats, à défendre leurs droits et leurs intérêts matériels et moraux, à améliorer leurs conditions de travail et à préserver leur indépendance.

L'adhésion à ces associations et à d'autres associations et la participation à leurs activités et à leurs réunions se font dans des conditions normales, conformément aux lois et règlements en vigueur, et aucune restriction de quelque nature que ce soit n'est applicable à cet égard.

Il convient de noter que le juge Anas Hmedi exerce son activité associative à la tête de l'AMT en toute liberté et sans restriction, conformément au décret sur les associations, comme en témoigne le fait que l'association a tenu des réunions, organisé des manifestations et des activités dans divers espaces, comme toutes les autres associations.

Pour ce qui est du refus opposé à la demande de congé déposée par l'intéressé aux fins de sa participation à la réunion du groupe régional africain de l'Union internationale des juges au Libéria, il ne s'agit pas, en l'espèce, d'une question de liberté d'expression ou de liberté d'association, mais plutôt du bon fonctionnement du service judiciaire. De fait, l'intéressé ne s'était pas acquitté des tâches qui lui avaient été confiées (faire une synthèse de la jurisprudence) et, malgré plusieurs prolongations du délai prévu et avertissements, l'intéressé a persisté à refuser d'achever son travail, ce qui a eu des répercussions négatives sur la continuité des activités au sein du service judiciaire et sur les droits des justiciables. Il ne pouvait donc pas bénéficier d'un congé avant d'avoir accompli les tâches qui lui incombaient. Il convient de préciser que ces mesures s'appliquent à tous les magistrats, sans exception et sans préjudice de leur droit à des congés annuels.

Veuillez-vous référer à la réponse du Gouvernement tunisien à la communication conjointe n° **AL TUN 2/2023**.

## **2. Cas de l'avocate Sonia Dahmani**

Contrairement aux allégations figurant dans la communication conjointe, à savoir que l'avocate Sonia Dahmani a été violemment arrêtée par des policiers présumés vêtus de vêtements civils noirs et encagoulés, en l'absence d'un mandat d'arrêt, alors qu'elle se trouvait dans les locaux de l'Ordre des avocats tunisiens à Tunis, nous vous informons que l'intéressée n'exerce pas son activité d'avocate depuis plusieurs années. Elle fait l'objet d'une cessation temporaire de service, à sa propre demande, depuis 2017, et exerce actuellement le métier d'animatrice d'émissions de télévision et de radio. Les faits qui lui sont reprochés ne sont pas liés à son activité d'avocate. L'intéressée fait l'objet d'une enquête pour « atteinte à autrui dans les médias sociaux », ainsi que d'un mandat d'amener émis par le juge d'instruction chargé de l'affaire. L'intéressée a cependant refusé de comparaître et s'est barricadée dans les locaux de l'Ordre des avocats, qui est un établissement offrant des services administratifs et des services de saisie et d'impression de documents et non le siège officiel de l'Ordre national des avocats ou l'un de ses bureaux.

Pour exécuter le mandat d'amener, les membres des forces de l'ordre se sont introduits dans l'établissement susmentionné, sur instruction du ministère public et conformément à la législation en vigueur, notamment aux dispositions de l'article 78 du Code de procédure pénale. Les procédures judiciaires engagées contre l'intéressée se sont déroulées en présence de l'avocat de cette dernière, qui n'a signalé aucun fait notable.

Après examen des faits par le juge d'instruction et le représentant du ministère public, un mandat de détention provisoire a été pris à l'égard de l'intéressée.

M<sup>me</sup> Sonia Dahmani est mise en cause dans cinq affaires portées devant le juge d'instruction, pour des faits de droit commun, des infractions et des actes qui n'ont aucun rapport avec son activité d'avocate, à savoir le recours à des moyens de communication aux fins de diffusion de fausses informations, la promotion des discours de haine et la formulation d'accusations d'esclavage et de racisme visant l'État.

Il convient d'indiquer que les membres des forces de sécurité ont veillé à ce que l'intéressée bénéficie de toutes les garanties juridiques prévues, conformément aux exigences relatives à la bonne application de la loi et aux règlements en vigueur dans ce domaine. Le 13 mai 2024, le juge d'instruction a été saisi de l'affaire et a émis un mandat de dépôt contre l'intéressée.

### 3. Cas de l'avocat Mehdi Zahgrouba

Les unités compétentes enquêtent sur deux affaires qui leur ont été transférées par le procureur du tribunal de première instance de Tunis 01 et dans lesquelles l'avocat Mehdi Zahgrouba est accusé d'avoir agressé de manière extrêmement violente, insulté et injurié deux agents de sécurité dans le hall dudit tribunal.

Selon les faits, les deux agents de sécurité lésés avaient été chargés, le 13 mai 2024, de conduire l'avocate Sonia Dahmani devant le juge d'instruction. L'intéressé, qui se trouvait dans le hall du tribunal, leur a alors délibérément adressé des propos injurieux et insultant (tous les actes qui lui sont reprochés ont été enregistrés par les caméras de surveillance installées dans le tribunal). Étant donné qu'il s'agit d'un cas de flagrant délit, le procureur de la République a autorisé la police judiciaire à procéder à son arrestation. L'intéressé, refusant d'obtempérer, s'est délibérément barricadé dans les locaux de l'Ordre des avocats, qui est un établissement offrant des services administratifs et des services de saisie et d'impression de documents et non le siège officiel de l'Ordre national des avocats ou l'un de ses bureaux. Il a délibérément désobéi et refusé de se conformer aux mandats émis contre lui, s'est lui-même infligé des blessures, a agressé les agents des forces de sécurité et saccagé les locaux de l'Ordre des avocats (faits attestés par des enregistrements vidéo).

Étant donné qu'il s'agit, en l'espèce, d'un cas de flagrant délit, après examen des faits par le ministère public, le placement en détention provisoire de l'intéressé, sans audience, a été ordonné par écrit, conformément aux dispositions de l'article 46 du Décret-loi n° 2011-79 portant organisation de la profession d'avocat, et l'intéressé a bénéficié de toutes les garanties accordées aux détenus provisoires par la loi. Il a été soumis, à deux reprises et à sa propre demande, à un examen médical, dont il n'est rien ressorti de particulier, contrairement aux allégations reçues. Il a ensuite été transféré au centre de détention de Bouchoucha, où il a reçu la visite de membres de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme et de l'Instance nationale pour la prévention de la torture.

Compte tenu des faits reprochés à l'intéressé – comportement violent, provocation de troubles, actes d'insubordination, agression de membres des forces de l'ordre – le dossier a été renvoyé au représentant du ministère public auprès du tribunal de première instance de Tunis 01, qui a ordonné l'ouverture d'une enquête sur deux affaires judiciaires (pour « insubordination et agression d'agent public dans l'exercice de ses fonctions ayant entraîné des blessures », dans la première, et pour « suspicion de consommation de stupéfiants », dans la deuxième).

Compte tenu des éléments de preuve établissant que l'intéressé a délibérément agressé, tant verbalement que physiquement, les agents chargés de l'arrêter sur instruction du ministère public, et diffusé de fausses informations et allégations dans lesquelles il prétend avoir été victime de torture, le Ministère de l'intérieur a adressé un courrier au Directeur général du contentieux administratif afin de se constituer partie civile, en même temps que ses fonctionnaires lésés (comme l'attestent les pièces du dossier transmis aux autorités judiciaires compétentes).

Le 15 mai 2024, l'intéressé a été déféré devant le ministère public. Il fait l'objet de plusieurs procédures judiciaires ayant entraîné sa détention provisoire ou sa condamnation à l'emprisonnement, dont l'affaire n° 21018, dans laquelle il a été condamné à six mois de prison pour outrage à agent public. Le condamné et le ministère public ont fait appel de cette décision.

Il convient de préciser que les procédures engagées contre l'intéressé se sont déroulées conformément à la loi, en coordination avec le ministère public et dans le respect des meilleures normes de conduite professionnelle.

Précisons également que la chambre d'accusation a ordonné sa mise en liberté, le 11 juillet 2024, et son placement en détention provisoire aux fins de l'enquête menée à son sujet.

#### **4. Cas de l'avocat Chawki Tabib**

L'intéressé a été déféré devant le juge d'instruction du pôle judiciaire économique et financier, dans le cadre de deux affaires, en raison de soupçons de corruption, de manquements durant son mandat à la tête de l'Autorité nationale de lutte contre la corruption, de fraude et de détention et d'usage de documents falsifiés. Par conséquent, une interdiction de voyager lui a été imposée, en vertu des dispositions de la loi n° 75-40 de 1975 relative aux passeports et aux documents de voyage.

Il a en outre fait l'objet d'une décision rendue par le tribunal de première instance de Tunis, le 9 novembre 2023, le condamnant à quatre mois d'emprisonnement pour diffusion d'écrits à des tiers ou en raison de l'exercice présumé de ses fonctions, sachant qu'il avait été officiellement informé de la décision relative à son licenciement et à son placement en détention pendant une période de quinze jours pour violation des décisions prises par les autorités compétentes.

Le 30 avril 2024, M. Shawki Tabib a entamé, au siège de l'Ordre des avocats – qui est un établissement offrant des services administratifs et des services de saisie et d'impression de documents et non le siège officiel de l'Ordre national des avocats ou l'un de ses bureaux –, un sit-in ouvert et une grève de la faim pour protester contre « les attaques et le harcèlement incessants visant les avocats », avant de mettre spontanément fin à son sit-in, le 14 mai 2024, à la suite de l'intervention du bâtonnier des avocats.

---



## ردّ الدولة التونسية على البلاغ المشترك الصادر عن آلية الإجراءات الخاصة لمجلس الأمم المتحدة لحقوق الإنسان حول وضعيّة قضاة ومحامين AL TUN 4/2024

تلقت الدولة التونسية البلاغ المشترك رقم AL TUN 4/2024 الصادر عن آلية الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان ممثلة في "المقرّرة الخاصة المعنية باستقلاليّة القضاة والمحامين" و"المقرّرة الخاصة المعنية بدعم وحماية الحقّ في حُرّيّة الرأي والتّعبير" و"المقرّرة الخاصة المعنية بالحقّ في حُرّيّة التّجمع السّلمي وتكوين الجمعيات" و"المقرّرة الخاصة المعنية بوضعية المدافعين عن حقوق الانسان".

ويتضمّن البلاغ المشترك ادّعاءات تتعلّق بوضعيّة السيّدة والسّادة أنس الحمايدي (قاضي ورئيس جمعية القضاة التونسيين) وسنية الدهماني (محامية وإعلامية) والمهدي زقروبة (محامي) و"شوقي الطيب" (محامي) على إثر الإجراءات المتخذة تجاههم. واستنادا على ملاحظات وتوصيات المقررين الخاصين التي وردت في نص البلاغ، يجدر التأكيد في البداية على أنّ الدولة التونسية تضمن استقلالية القضاء والقضاة على المستوى التشريعي والمؤسّساتي والعملي وفقا للمقتضيات الدستورية وللمعايير الدولية في المجال (انظر ردّ الدولة التونسية على البلاغ المشترك رقم AL TUN 2/2023).

كما يجدر التأكيد على أن قوات الأمن الداخلي التابعة لوزارة الداخلية تحرص على تنفيذ مهامها طبقا لمقتضيات القانون واحترام حقوق الانسان والحريات العامة، كما تخضع هذه القوات في إطار أداء مهامها إلى الهياكل الرقابية المعنية التي تتولى إجراء الأبحاث الإدارية المدققة في كل الوضعيات المعروضة على الوزارة في إطار مشمولاتها، وفي صورة ثبوت وجود مخالفة للقانون من جانب منتسبي الوزارة يتم اتخاذ كافة الإجراءات التأديبية والقانونية المستوجبة في الغرض.

وتبعاً لما تقدّم، نفيدكم فيما يلي بالردود على ما ورد في البلاغ المشترك موضوع التعهد من جملة الادعاءات بخصوص المعنيين بالأمر والمتعلقة بادعاءات تعرضهم إلى ممارسات قمع ومضايقة والحدّ من ممارسة حرية التعبير وحرية التجمع السلمي وتكوين الجمعيات:

### 1. بخصوص وضعيّة رئيس جمعية القضاة التونسيين أنس الحمايدي:

يتجه التأكيد في هذا الإطار أن تكوين الجمعيات والانخراط فيها مضمون صلب دستور الجمهورية التونسية المؤرخ في 25 جويلية 2022 الذي ينص في الفصل 40 منه بأن "حرية تكوين الأحزاب والنقابات والجمعيات مضمونة. تلتزم الأحزاب والنقابات والجمعيات في أنظمتها الأساسية وفي أنشطتها بأحكام الدستور والقانون وبالشفاافية المالية ونبذ العنف"، وهو حق مضمون لكل المواطنين على قدم المساواة ولا وجود لتمييز بينهم في هذا الصدد، ولا وجود لأي إجراء أو نص قانوني يحُول دون ممارسة هذا الحق من قبل القضاة.

والجدير بالإشارة إلى إنّ القضاة بتونس بمختلف أصنافهم ينشطون في العديد من الجمعيات وخصوصا الجمعيات الناشطة في الحقل القضائي والتي تهدف إلى تمثيلهم والدفاع عن حقوقهم ومصالحهم المادية والمعنوية وتطوير قدراتهم المهنية والدفاع عن استقلاليتهم.

كما أن الإنخراط في هذه الجمعيات وغيرها من الجمعيات وممارسة نشاطاتها وحضور اجتماعاتها يتم بصورة عادية وفقا للقوانين والتراتب الجاري بها العمل ولا وجود لأي تضييقات في هذا الشأن من أي صنف كان. و تجدر الإشارة إلى أن القاضي أنس الحمايدي يمارس نشاطه الجمعياتي على رأس جمعية القضاة التونسيين بكل حرية ودون قيود وفق ما يضبطه المرسوم المتعلق بالجمعيات، حيث تولت الجمعية عقد اجتماعاتها وتنظيم بعض التظاهرات والأنشطة بمختلف الفضاءات شأنها شأن بقية الجمعيات.

أمّا فيما يتعلق بمسألة عدم الموافقة على طلب الإجازة التي تقدّم بها المعني بالأمر للمشاركة في اجتماع المجموعة الإقليمية الأفريقية التابعة للرابطة الدولية للقضاة في ليبيا، فإن المسألة ليست لها علاقة بحرية التعبير أو حرية ممارسة العمل الجمعياتي وإنما بحسن سير مرفق القضاء اعتبارا أن المعني بالأمر لم يقيم بإنجاز الأعمال القضائية المنوطة بعهدته (تلخيص لوائح الأحكام القضائية)، ورغم إهماله والتنبيه عليه عديد المرات إلا أنه رفض إنجاز الأعمال المذكورة مما انعكس سلبيًا على استمرارية المرفق القضائي وحقوق المتقاضين. لذا فإنه لا يمكن الانتفاع بالعطلة إلا بعد استكمال الأعمال المذكورة. هذا وتجدر الإشارة أن هذا الإجراء ينطبق على جميع القضاة دون استثناء وأن الحق في التمتع بالراحة السنوية يبقى قائمًا.

والمرجو في هذا السياق الرجوع لرد الدولة التونسية على البلاغ المشترك رقم AL TUN 2/2023.

## **2. بخصوص وضعية المحامية سنية الدهماني**

خلافًا لما ورد بالادّعاءات بالبلاغ المشترك موضوع التعهّد من تعرّض المحامية سنية الدهماني للإحتجاز بإستعمال العنف من طرف ضباط شرطة مشتبه بهم يرتدون ملابس مدنية سوداء وأقنعة من دار المحامي في تونس العاصمة دون الإدلاء بمذكرة اعتقال، نفيدكم أن المعنية بالأمر غير مباشرة منذ عدة سنوات لإعتبارها قد أحييت على عدم المباشرة لمهنة المحاماة بطلب منها منذ سنة 2017 وتعمل حاليا كمؤثثة برامج في عدد من البرامج التلفزية والإذاعية. ولا تتعلق الأفعال المنسوبة إليها بممارستها لمهنة المحاماة. والمعنّية بالأمر متورطة في قضية تحقيق من أجل "الإساءة إلى الغير عبر شبكات التواصل الاجتماعي"، حيث تمّ إصدار بطاقة جلب في حقها من قبل السيد قاضي التحقيق المتعهّد بالملف. غير أن المعنية بالأمر رفضت الحضور وتحصنت بدار المحامي الذي يعتبر مكتب خدمات إدارية ورقن وطباعة ملفات وليس مقرا رسميا للهيئة الوطنية للمحامين أو أحد فروعها.

وتنفيذا لبطاقة الجلب، اضطرت الوحدات الأمنية المكلفة بإنفاذ القانون إلى دخول المقر المذكور بناءً على تعليمات النيابة العمومية وذلك في كنف احترام التشريع الجاري به العمل وخاصة الفصل 78 من مجلة الإجراءات الجزائية. علمًا وأنّ احترام الإجراءات القانونية المتخذة في شأنها تمّت بحضور محاميها و دون تسجيل ما يستحق الذكر من جانبه.

وبمراجعة السيد قاضي التحقيق المتعهّد و ممثل النيابة العمومية تمّ الإذن بالإحتفاظ بالمعنية بالأمر.

وتتعلق بالمعنية بالأمر خمس (05) قضايا منشورة لدى قاضي التحقيق من جرائم الحق العام وتهتم وأفعال لا علاقة لها بممارسة مهنة المحاماة تتمثل في استعمال وسائل الاتصال لنشر أخبار كاذبة وزائفة والحث على خطاب الكراهية واتهام الدولة بالرق والعنصرية.

ويجدر الذكر بأنّه تمّ الحرص من طرف الوحدات الأمنية على تمكين المعنية بالأمر من كافة الضمانات القانونية المكفولة لها وفقا لمتطلبات حسن إنفاذ القانون والتراتب الجاري بها العمل في المجال. علماً وأنّه تمت إحالتها على السيد قاضي التحقيق المتعّهد بتاريخ 13 ماي 2024 الذي أصدر في شأنها بطاقة إيداع بالسجن.

### 3. بخصوص وضعية المحامي مهدي زقروبة:

تعمّدت الوحدات المعنية بالبحث في عدد 02 إحالات عدلية صادرة عن السيد وكيل الجمهورية لدى المحكمة الابتدائية بتونس 01 ، متبعة ضد المحامي مهدي زقروبة من أجل الاعتداء بالعنف الشديد والسب والشتم على عوني أمن برواق المحكمة.

وبالرجوع إلى الوقائع تبين أنه بتاريخ 13 ماي 2024 و على إثر تكليف عوني الأمن المتضررين بإحالة المحامية سنية الدهماني على أنظار السيد قاضي التحقيق المتعّهد، تعمّد المحامي المذكور أعلاه الذي كان متواجدا برواق المحكمة التوجّه بعبارات نابية وشتم تجاه العونين المذكورين (وقد تم توثيق جميع الأفعال المنسوبة إليه عن طريق كاميرات المراقبة المثبتة بالمحكمة). وبالنظر لحالة التلبس أذن السيد وكيل الجمهورية للضابطة العدلية بإيقاف المعني بالأمر. وقد عمد المعني بالأمر الى التحصّن بدار المحامي الذي يعتبر مكتب خدمات إدارية ورقن وطباعة ملفات وليس مقرا رسميا للهيئة الوطنية للمحامين أو أحد فروعها، رافضا الإمتثال لقرار الإيقاف. وتعمّد الاستعصاء وعدم تنفيذ الاذون القضائية الصادرة في شأنه، كما عمد إلى الاعتداء عن نفسه وعلى الأعوان وتهشيم محتويات دار المحامي (وهوما تم توثيقه بفيديو مسجل).

وبالنظر لحالة التلبس وبمراجعة النيابة العمومية، تمّ الإذن كتابيا بالاحتفاظ بالمعني بالأمر دون سماعه وذلك طبقا لمقتضيات الفصل 46 من المرسوم 79 لسنة 2011 المنظم لمهنة المحاماة، حيث تمّ تمكين المعني بالأمر من كافة الضمانات المخولة للمحتفظ به قانونا. وقد تمّ عرضه على الفحص الطبي بناء على طلبه في مناسبتين دون تسجيل ما يستحق الذكر خلافا لما ورد بالادعاءات الواردة علينا ثمّ تمّ نقله إلى غرف الاحتفاظ بثكنة بوشوشة، وقد تمت زيارته من قبل الرابطة التونسية لحقوق الإنسان والهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

وأمام ما أبداه المعني من ردود فعل عنيفة وإثارة الهرج والعصيان والاعتداء على الأعوان المكلفين بإنفاذ القانون، تمّت مراجعة ممثل النيابة العموميّة لدى المحكمة الابتدائية بتونس 01 في الغرض وتمّ الإذن بمباشرة البحث في عدد 02 قضايا عدليّة (الأولى من أجل "التعاصي والاعتداء على موظف عمومي أثناء مباشرته لوظيفته الناجم عنه سقوط بدني" والثانية من أجل "الاشتباه في استهلاك مادة مخدّرة").

وعلمنا وأنّه اعتبارا لثبوت تعمّد المحامي المذكور الاعتداء لفظيا وجسديا على الأعوان الذين تولوا إيقافه بتعليمات من النيابة العمومية وتوليه نشر الأخبار الزائفة والادعاء باطلا بتعرضه للتعذيب، تولت وزارة الداخلية مراسلة المكلف العام بوزارات الدولة قصد إتمام إجراءات القيام بالحق الشخصي في حق وزارة الداخلية ومنظورها المتضررين مثل ما هو مثبت من خلال مظروفات الملف المحال على الجهات القضائية المختصة.

وبتاريخ 15 ماي 2024، تمّت إحالة المعني بالأمر على أنظار النيابة العمومية، مع العلم وأن الأستاذ مهدي زقروبة لديه عديد القضايا المنشورة ضده سواء كان بحالة سراح أو بحالة إيداع وقد قُضي بشأنه في القضية عدد 21018 بالسجن مدة ستة أشهر من أجل هضم جانب موظف عمومي، وقد تولى كل من المحكوم عليهم والنيابة العمومية استئناف الحكم المذكور.

ويجدر التأكيد على أن الإجراءات المتخذة في شأن المعني بالأمر تمّت في إطار القانون بالتنسيق مع النيابة العمومية وفي كنف التقيد بالضوابط السلوكية المهنية الفضلى.

كما تجدر الإشارة إلى أنّ دائرة الاتهام أصدرت قرارا بالإفراج على المعني بالأمر بتاريخ 11 جويلية 2024 وابقائه بحالة سراح على ذمة القضية التحقيقية المنشورة ضده.

#### **4. بخصوص وضعية المحامي شوقي الطبيب:**

تمّت إحالة المعني بالأمر على السيد قاضي التحقيق بالقطب الاقتصادي و المالي من أجل عدد 02 قضايا منشورة لدى القطب القضائي الاقتصادي والمالي تتعلق بشبهات فساد مالي وسوء تصرف أثناء فترة رئاسته للهيئة الوطنية لمكافحة الفساد والتدليس ومسك واستعمال مدّلس ممّا استوجب إصدار قرار قضائي في تحجير السفر على المعني بالأمر وذلك طبقاً لأحكام القانون عدد 40 لسنة 1975 المتعلق بوثائق السفر.

كما صدر ضده حكم عن المحكمة الابتدائية بتونس بتاريخ 9 نوفمبر 2023 بالسجن مدة أربعة أشهر من أجل إشهار موظف عمومي أو شبهة في مباشرة وظيفة رغم إعلامه رسمياً بقرار فصله وسجنه مدة 15 يوماً من أجل مخالفة القرارات الصادرة ممن له النظر.

مع العلم وأنّ المحامي شوقي الطبيب دخل بتاريخ 30 أفريل 2024 في إعتصام مفتوح وإضراب جوع بمقر دار المحامي الذي يعتبر مكتب خدمات إدارية ورقن وطباعة ملفات وليس مقراً رسمياً للهيئة الوطنية للمحامين أو أحد فروعها، احتجاجاً على ما اعتبره تواصل الإعتداءات والتضييقات على المحامين، ثمّ تولى رفع الإعتصام تلقائياً بتاريخ 14 ماي 2024 بعد تدّخل عميد المحامين.